

Table

| | |
|---|-----|
| Introduction | 7 |
| Partie I | |
| Repères internationaux | |
| 1. Les conceptualisations internationales de l'entreprise sociale | 13 |
| 2. Les profils d'entreprises sociales d'insertion | 37 |
| Partie II | |
| Questions transversales | |
| 3. Les différents types d'hybridation des ressources dans les entreprises sociales | 67 |
| 4. Les entreprises sociales d'insertion : des parties prenantes multiples pour des objectifs multiples? | 97 |
| 5. De la société civile aux politiques publiques : le défi de l'institutionnalisation | 125 |
| Partie III | |
| Figures nationales | |
| 6. Les entreprises sociales d'insertion en Belgique, région wallonne | 157 |
| 7. Les entreprises sociales et l'insertion par l'activité économique en France | 185 |

| | |
|--|------------|
| 8. Les entreprises d'insertion québécoises | 217 |
| 9. Les entreprises sociales d'insertion par l'économie en Suisse | 247 |
| Conclusion: Les enseignements de l'insertion pour une théorie de l'entreprise sociale | 275 |
| <i>Bibliographie générale</i> | <i>295</i> |
| <i>Table des encadrés, figures et tableaux</i> | <i>317</i> |
| <i>Les auteurs</i> | <i>319</i> |



Entreprise sociale et insertion

Sous la direction de Laurent Gardin,
Jean-Louis Laville et Marthe Nyssens

Entreprise sociale et insertion

Une perspective internationale

« Solidarité et société »
Desclée de Brouwer

Collection « Solidarité et société »,
dirigée par Jean-Louis Laville

Dès le XIX^e siècle, l'invention de la solidarité correspond à la tentative de penser un lien social véritablement moderne, qui ne repose ni sur les intérêts matériels, ni sur les communautés traditionnelles.

En dépit de l'annonce récurrente de son affaiblissement, voire de sa disparition, cette idée de solidarité continue à rassembler ceux qui refusent de réduire la vie sociale à l'utilitarisme et les relations humaines au contrat. De multiples formes d'associationnisme, présentes du niveau local au niveau international, s'y réfèrent aujourd'hui avec force.

La solidarité est donc d'actualité. Mais derrière l'adhésion qu'elle suscite apparaissent des conceptions contrastées. Elles renvoient, pour certaines, à la vision d'une société éthique dans laquelle des citoyens remplissent leurs devoirs moraux alors qu'elles désignent, pour d'autres, des actions collectives relevant de l'auto-organisation et du mouvement social.

Cette collection se propose donc d'éclairer les multiples formes de solidarité en actes comme les débats qui y sont liés, en soulevant des questions décisives pour notre avenir commun.

Joseph Haeringer (dir.), *La démocratie : un enjeu pour les associations d'action sociale*, 2008.

Jean-Louis Laville, *Le travail, une nouvelle question politique*, 2008.

Jean-Paul Marchal, *Humaniser l'économie*, 2008.

Bruno Frère, *Le nouvel esprit solidaire*, 2009.

Anne Salmon, *Mais que font les éducateurs ? Le travail social à l'épreuve du politique*, 2009.

Jean-Louis Laville et Pascal Glemain (dir.), *L'économie sociale et solidaire aux prises avec la gestion*, 2010.

Jean-Michel Servet, *Le grand retournement*, 2010.

Anne Salmon, *Le travail sous haute tension. Risques industriels et perspectives syndicales dans le secteur de l'énergie*, 2011.

Thierry Brun, *Main basse sur les services. Chronique d'une réforme silencieuse*, 2011.

Introduction

Laurent GARDIN, Jean-Louis LAVILLE et Marthe NYSSENS

Dans le livre *Insertion et nouvelle économie sociale* (Defourny, Laville, Favreau, 1998 : 28), les auteurs proposent un « bilan international » du champ de l'insertion par l'économique. Il s'agit d'abord d'analyser les initiatives socio-économiques issues de la société civile, dans neuf pays confrontés au chômage de masse et à l'exclusion sociale. Le principal objectif de ces initiatives est d'intégrer – par le biais d'activités productives – dans le monde du travail et dans la société en général, des publics exclus de l'emploi. Les auteurs analysent ensuite comment ces initiatives se sont développées à travers une articulation complexe entre pouvoirs publics et société civile dans laquelle « se cherche une recomposition des rapports entre l'économique et le social ».

Par les données rassemblées et par ses apports théoriques, ce livre reste donc une référence sur les métamorphoses de la question sociale (Castel, 1995) et sur le renouvellement des politiques publiques dans le dernier tiers du XX^e siècle. Au début du XXI^e siècle, les initiatives d'insertion ont continué à se diffuser et, en même temps, le terme d'entreprise sociale est apparu et a été utilisé pour qualifier ces expériences et bien d'autres, se situant dans différents domaines (services sanitaires et sociaux, commerce équitable...). L'objectif du présent ouvrage est de parvenir à saisir la spécificité des initiatives d'insertion en les analysant au regard de l'entreprise sociale. Pour y arriver, il convient toutefois de préciser les approches

conceptuelles de l'entreprise sociale, leurs origines des deux côtés de l'Atlantique, leurs points de rencontre comme leurs divergences. Ce sera l'objectif du premier chapitre de la première partie, de Defourny et Nysens. Le deuxième chapitre de Davister, Defourny, Grégoire et Nysens s'attachera à montrer la diversité des entreprises sociales dans le champ de l'insertion par l'économique à partir de leurs origines, de l'évolution du chômage et des politiques de l'emploi, de leur conception de la finalité d'insertion et de leurs pratiques sociales.

La deuxième partie répond aux questions transversales posées par les entreprises sociales d'insertion aussi bien sur la construction de leur équilibre économique, sur la multiplicité de leurs objectifs et parties prenantes que sur leurs rapports aux politiques publiques. Tout d'abord, Gardin, dans le chapitre 3, invite le lecteur à dépasser l'approche selon laquelle ces entreprises mobilisent seulement deux types de ressources : les ressources marchandes, comme toute entreprise, et les ressources non marchandes en provenance du secteur public, qui visent à compenser le manque de productivité et les besoins des travailleurs en insertion en termes d'accompagnement et de formation. Selon l'hypothèse avancée, les entreprises sociales européennes utilisent une combinaison complexe de ressources, basée sur quatre types de relations économiques : le marché, la redistribution, mais aussi le marché (ré)encasté socio-politiquement et la réciprocité. Cette mobilisation de ressources diversifiées provient de la réalisation d'objectifs multiples qu'approfondissent Campi, Defourny, Grégoire et Huybrechts dans le chapitre 4, consacré à la gouvernance des entreprises sociales d'insertion, qui s'intéresse aussi au rôle que jouent, en leur sein, des parties prenantes, elles aussi multiples. Le champ de l'insertion par l'économique se caractérise par un mouvement d'institutionnalisation dans le cadre des politiques publiques partout en Europe, même s'il varie d'un pays à l'autre. Laville, Lemaître et Nysens dans le chapitre 5 montrent comment les politiques publiques résultent des interactions entre les promoteurs des entreprises sociales et les représentants des autorités

publiques. Ils décrivent aussi les différents modèles de politiques publiques visant à soutenir la mission des entreprises sociales existant en Europe. Cette analyse est construite autour de l'hypothèse selon laquelle cette dynamique d'institutionnalisation peut mener au développement de programmes publics innovants mais aussi, simultanément, à un mouvement d'« isomorphisme » de la part des entreprises sociales. Cette deuxième partie s'appuie notamment sur les résultats de la recherche ayant pour objet l'analyse comparative de la performance socio-économique des entreprises sociales d'insertion¹ (Perse²), menée au sein du réseau européen de recherche EMES³ dans onze pays⁴ et ayant fait l'objet d'un ouvrage paru en anglais.

Pour cette version francophone nous avons choisi de présenter dans une troisième partie, les réalités nationales de la Belgique avec Lemaître et Nysens dans le chapitre 6 et celles de la France avec Bucolo, Erme et Gardin dans le chapitre 7 en actualisant les données recueillies dans le cadre de la recherche Perse, puis, en les élargissant au Québec, avec Jean-Marc Fontan et Yanick Noisieux pour le chapitre 8, et à la Suisse avec Christophe Dunand dans le chapitre 9. Ces figures nationales sont analysées en présentant les modalités d'institutionnalisation des expériences d'insertion par l'activité économique mais aussi leur diversité. Il s'agit de les mettre en perspective au regard des conceptualisations de l'entreprise sociale pour apprécier dans quelle mesure cette approche est utilisée par les politiques publiques et les acteurs.

1. En anglais : *Work Integration Social Enterprise* ou l'acronyme WISE qui est aujourd'hui couramment utilisé dans les textes en langue anglaise.

2. Ce projet a été financé par la Commission européenne (DG Recherche, cinquième programme-cadre) et s'est étalé sur près de quatre ans, de septembre 2001 à mars 2004.

3. EMES est un réseau réunissant des centres de recherche universitaires et des chercheurs individuels dont l'objectif est de construire progressivement un corpus européen de connaissances théoriques et empiriques sur l'économie sociale, l'économie solidaire et l'entrepreneuriat social. Le réseau étudie ainsi le « tiers secteur » à partir d'une approche, pluraliste tant par les disciplines impliquées que par les méthodologies adoptées (www.emes.net).

4. Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

Enfin, la conclusion est centrée sur les apports que fournit cette recherche internationale, centrée sur l'insertion, quant à une théorie de l'entreprise sociale.

Partie I

Repères internationaux